

Programme de terminale en Sciences économiques et sociales : propositions d'allègements de l'APSES

L'APSES, réunie en comité directeur le 25 mars 2024, a mis en place un groupe de travail afin de proposer des allègements du programme de Terminale.

L'urgence est là : nos enquêtes de novembre 2023 et de mars 2024 montrent que [la lourdeur des programmes ne permet pas de préparer correctement les élèves à leurs épreuves écrites et orales de juin.](#)

Les différentes enquêtes que nous avons réalisées révèlent que l'écrasante majorité des enseignant·es de SES n'a jamais été en mesure de terminer le programme, quelles que soient les conditions (crise sanitaire, année sans épreuves terminales de baccalauréat, épreuves décalées en mai, épreuves en mars, année complète avec épreuves en juin).

A chaque fois, nos enquêtes de terrain montrent aussi que la lourdeur des programmes conduit de nombreux collègues à renoncer à tout dispositif de remédiation et à travailler les dimensions méthodologiques de notre discipline, pourtant nécessaires à la préparation des élèves en vue de leur réussite aux épreuves du baccalauréat et dans l'enseignement supérieur.

Un allègement conséquent semble être la seule option viable afin d'atteindre ces objectifs et rendre possible le recours aux méthodes pédagogiques actives, qui permettent aux élèves d'avoir le temps de s'appropriier les contenus et les méthodes indispensables à leur réussite, dans un contexte pédagogique serein. Se tromper puis se corriger demande du temps dont les élèves ne disposent pas actuellement.

Ces propositions d'allègements de court terme visent d'abord à remédier dans l'urgence à la lourdeur excessive des programmes : elle induit du « bachotage » à outrance au détriment de la formation intellectuelle des élèves, les insécurise fortement et place les enseignant·es de S.E.S. dans une situation professionnelle intenable.

Les suggestions d'allègements qui suivent ont été dictées par les retours de terrain, qui nous ont permis de repérer les difficultés posées par certains objectifs d'apprentissage, sur les 51 que comporte le programme au total.

Les décisions d'allègement des programmes devant être prises de façon urgente, nous proposons des suppressions de certains objectifs d'apprentissage ou des parties d'entre eux. De plus, même avec ces suppressions, le nombre de chapitres, fixé à 12, reste trop important. **Le nombre de chapitres devrait être réduit à 9 ou 10.**

En outre, **il apparaît indispensable de réfléchir à un allègement tout aussi conséquent du programme de spécialité de Première** qui présente les mêmes problèmes de traitement dans les classes, et un volume excessif, avec 12 chapitres et 55 objectifs d'apprentissage. Selon notre enquête de novembre 2023, 80% des enseignant·es qui ont eu des élèves de 1ère en 2022-2023 déclaraient avoir traité au maximum 9 chapitres.

L'APSES tient toutefois à rappeler que ces mesures d'urgence ne sont qu'une solution de court terme et qu'elle continue à demander une réécriture des programmes de la Seconde à la Terminale, permettant de croiser les regards disciplinaires sur un même objet ainsi que de problématiser davantage les chapitres, une approche qui a été choisie pour des programmes d'autres disciplines.

Science économique		
Questionnements	Objectifs d'apprentissage (et amendements APSES)	Commentaires de l'APSES
Quelles sont les sources et les défis de la croissance économique ?	<ul style="list-style-type: none"> - Comprendre le processus de croissance économique et les sources de la croissance : accumulation des facteurs et accroissement de la productivité globale des facteurs ; comprendre le lien entre le progrès technique et l'accroissement de la productivité globale des facteurs. - Comprendre que le progrès technique est endogène et qu'il résulte en particulier de l'innovation. - Comprendre comment les institutions (notamment les droits de propriété) influent sur la croissance en affectant l'incitation à investir et innover ; savoir que l'innovation s'accompagne d'un processus de destruction créatrice. - Comprendre comment le progrès technique peut engendrer des inégalités de revenus. - Comprendre qu'une croissance économique soutenable se heurte à des limites écologiques (notamment l'épuisement des ressources, la pollution et le réchauffement climatique) et que l'innovation peut aider à reculer ces limites. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'OA sur le progrès technique est redondant avec les autres OA sur l'innovation. - La mention de l'innovation comme solution pour reculer les limites écologiques auxquelles se heurte la croissance est problématique. D'une part elle induit un possible biais théorique car l'innovation est la seule solution aux limites écologiques de la croissance présentée aux élèves, elle n'est pas mise en débat avec d'autres solutions. D'autre part elle empiète sur le chapitre de regard croisé sur l'environnement qui mentionne explicitement les "subventions à l'innovation verte". Cet OA a déjà donné lieu par le passé à des sujets de bac (notamment en dissertation) qui ont mis en grande difficulté les élèves car dans le cadre de ce chapitre, cette notion ne peut qu'être traitée très rapidement et très imparfaitement.
Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?	<ul style="list-style-type: none"> - Comprendre le rôle des dotations factorielles et technologiques (avantages comparatifs) dans les échanges commerciaux et la spécialisation internationale. - Comprendre le commerce entre pays comparables (différenciation des produits, qualité des produits, et fragmentation de la chaîne de valeur). 	<ul style="list-style-type: none"> - Les propositions d'allégement se justifient par la nécessité de réduire le chapitre et le problématiser davantage autour des explications et des effets du commerce international entre pays.

	<ul style="list-style-type: none"> - Comprendre que la productivité des firmes sous-tend la compétitivité d'un pays, c'est-à-dire son aptitude à exporter. - Comprendre l'internationalisation de la chaîne de valeur et savoir l'illustrer. - Comprendre les effets induits par le commerce international : gains moyens en termes de baisse de prix, réduction des inégalités entre pays, accroissement des inégalités de revenus au sein de chaque pays ; Comprendre les termes du débat entre libre-échange et protectionnisme. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le lien entre productivité des firmes et aptitude à exporter est très complexe pour les élèves et cet OA est difficile à intégrer dans un plan de chapitre problématisé. La suppression de cet AO n'empêche pas de comprendre les explications du commerce international. L'explication par la productivité est déjà traitée dans le premier OA. - Il ne semble pas nécessaire de faire référence deux fois à l'internationalisation de la chaîne de valeur et à la productivité.
<p>Comment lutter contre le chômage ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Savoir définir le chômage et le sous-emploi et connaître les indicateurs de taux de chômage et de taux d'emploi. - Comprendre que les problèmes d'appariements (frictions, inadéquations spatiales et de qualifications) et les asymétries d'information (salaire d'efficience) sont des sources de chômage structurel. - Comprendre les effets (positifs ou négatifs) des institutions sur le chômage structurel (notamment salaire minimum et règles de protection de l'emploi). - Comprendre les effets des fluctuations de l'activité économique sur le chômage conjoncturel. - Connaître les principales politiques mises en œuvre pour lutter contre le chômage : politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale, politiques d'allégement du coût du travail, politiques de formation et politiques de flexibilisation pour lutter contre les rigidités 	<ul style="list-style-type: none"> - Le chapitre propose un traitement déséquilibré au profit du chômage structurel, il est nécessaire de recentrer les OA sur l'intitulé du chapitre (qui porte sur les politiques de lutte contre le chômage). En pratique, les enseignant-es traiteront les différentes causes du chômage en traitant les différentes politiques et la suppression de certains OA permettra d'éviter des sujets de bac trop restreints sur ces points.

	<p>du marché du travail.</p>	
<p>Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître les principales caractéristiques de la crise financière des années 1930 et de celle de 2008 (effondrement boursier, faillites en chaîne, chute du PIB et accroissement du chômage). - Comprendre et savoir illustrer la formation et l'éclatement d'une bulle spéculative (comportements mimétiques et prophéties auto réalisatrices). - Comprendre les phénomènes de panique bancaire et de faillites bancaires en chaîne. <p>Connaître les principaux canaux de transmission d'une crise financière à l'économie réelle : effets de richesse négatif, baisse du prix du collatéral et ventes forcées, contraction du crédit.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaître les principaux instruments de régulation du système bancaire et financier qui permettent de réduire l'aléa moral des banques : supervision des banques par la banque centrale, ratio de solvabilité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Afin d'alléger les programmes, il nous semble préférable de nous concentrer sur la crise de 2008, celle des années 1930 étant par ailleurs déjà étudiée en tronc commun en histoire. - Nous proposons également d'enlever les mécanismes qui apparaissent trop complexes pour les élèves.

Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

- Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro) ; **comprendre les effets du marché unique sur la croissance.**
- **Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence.**
- Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture.
- Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens ; **comprendre les difficultés soulevées par cette situation (défaut de coordination, chocs asymétriques).**

- Il convient de supprimer dans ce chapitre les éléments déjà traités dans d'autres chapitres (effets du libre-échange sur la croissance), de le recentrer autour des politiques conjoncturelles pour plus de cohérence et d'en enlever les éléments qui ne sont pas assez bien délimités et en rendent difficile le traitement en classe (défaut de coordination, chocs asymétriques). Un précédent sujet de dissertation sur cet OA avait posé de grands problèmes aux candidats.

Sociologie et science politique

Questionnements	Objectifs d'apprentissage	Analyse et propositions de l'APSES
Comment est structurée la société française actuelle ?	<ul style="list-style-type: none">- Savoir identifier les multiples facteurs de structuration et de hiérarchisation de l'espace social (catégorie socioprofessionnelle, revenu, diplôme, composition du ménage, position dans le cycle de vie, sexe, lieu de résidence).- Comprendre les principales évolutions de la structure socioprofessionnelle en France depuis la seconde moitié du XXe siècle (salarisation, tertiarisation, élévation du niveau de qualification, féminisation des emplois).- Connaître les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx, Weber) ; comprendre que la pertinence d'une approche en termes de classes sociales pour rendre compte de la société française fait l'objet de débats théoriques et statistiques : évolution des distances inter- et intra-classes, articulation avec les rapports sociaux de genre, identifications subjectives à un groupe social, multiplication des facteurs d'individualisation.	<ul style="list-style-type: none">- Dans une optique d'allègement, il convient de limiter l'étude des facteurs de hiérarchisation de l'espace social. Le contenu de l'OA supprimé est par ailleurs abordé dans le 3^{ème} OA.- Le deuxième OA est également redondant avec des éléments évoqués dans les chapitres « Mobilité sociale », « école » et « mutations du travail ».
Quelle est l'action de l'école sur les destins individuels et sur l'évolution de la société ?	<ul style="list-style-type: none">- Comprendre que, dans les sociétés démocratiques, l'école transmet des savoirs et vise à favoriser l'égalité des chances ; comprendre l'évolution, depuis les années 1950, des principaux indicateurs mesurant l'accès à l'école et à l'enseignement supérieur (taux de scolarisation, taux d'accès à un diplôme ou à un type de	<ul style="list-style-type: none">- Les notions/mécanismes supprimés permettent de donner plus de cohérence à ce chapitre.

	<p>formation) en distinguant les processus de massification et de démocratisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comprendre la multiplicité des facteurs d'inégalités de réussite scolaire (notamment, rôle de l'Ecole, du capital culturel et des investissements familiaux, socialisation selon le genre, effets des stratégies des ménages) dans la construction des trajectoires individuelles de formation. 	
<p>Quels sont les caractéristiques contemporaines et les facteurs de la mobilité sociale ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Savoir distinguer la mobilité sociale intergénérationnelle des autres formes de mobilité (géographique, professionnelle). - Comprendre les principes de construction, les intérêts et les limites des tables de mobilité comme instrument de mesure de la mobilité sociale. - Comprendre que la mobilité observée comporte une composante structurelle (mobilité structurelle) ; comprendre que la mobilité peut aussi se mesurer de manière relative indépendamment des différences de structure entre origine et position sociales (fluidité sociale) et qu'une société plus mobile n'est pas nécessairement une société plus fluide. - À partir de la lecture des tables de mobilité, être capable de mettre en évidence des situations de mobilité ascendante, de reproduction sociale et de déclassement, et de retrouver les spécificités de la mobilité sociale des hommes et de celles des femmes. - Comprendre comment l'évolution de la structure 	<ul style="list-style-type: none"> - Dans ce chapitre, nous avons supprimé les OA redondants. - Les facteurs permettant d'expliquer les « autres formes » de mobilité n'apparaissent pas dans les autres OA. Par cohérence avec le titre du chapitre, et parce que la mobilité intergénérationnelle est traitée dans l'OA 4, nous proposons de supprimer le 1^{er} OA.

	<p>socioprofessionnelle, les niveaux de formation et les ressources et configurations familiales contribuent à expliquer la mobilité sociale.</p>	
<p>Quelles mutations du travail et de l'emploi ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Savoir distinguer les notions de travail, activité, statut d'emploi (salarié, non-salarié), chômage ; comprendre que les évolutions des formes d'emploi rendent plus incertaines les frontières entre emploi, chômage et inactivité. - Connaître les principaux descripteurs de la qualité des emplois (conditions de travail, niveau de salaire, sécurité économique, horizon de carrière, potentiel de formation, variété des tâches). - Comprendre les principales caractéristiques des modèles d'organisation taylorien (division du travail horizontale et verticale, relation hiérarchique stricte) et post-taylorien (flexibilité, recomposition des tâches, management participatif) ; comprendre les effets positifs et négatifs de l'évolution des formes de l'organisation du travail sur les conditions de travail. - Comprendre comment le numérique brouille les frontières du travail (télétravail, travail / hors travail), transforme les relations d'emploi et accroît les risques de polarisation des emplois. - Comprendre que le travail est source d'intégration sociale et que certaines évolutions de l'emploi (précarisation, taux persistant de chômage élevé, polarisation de la qualité des emplois) peuvent affaiblir ce pouvoir 	<ul style="list-style-type: none"> - Le chapitre est trop dense et parfois trop descriptif. Nous proposons donc l'allègement d'un OA trop long et qui nécessiterait de passer plus de temps pour comprendre les enjeux, ce qui n'est pas possible vu le temps qui est imparti. - La polarisation des emplois est déjà traitée dans les chapitres « croissance » et « commerce international »

	intégrateur.	
<p>Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Comprendre que l'engagement politique prend des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée). - Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques). - Comprendre que l'engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe). - Comprendre la diversité et les transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) et de leurs répertoires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le premier OA présente une liste non problématisée des formes de l'engagement, opère des distinctions qui n'ont pas lieu d'être et il est redondant avec le dernier OA. - Dans une optique d'allègement, la question de la transformation des objets de l'action collective, de leurs acteurs et de leurs répertoires pourrait être supprimée, d'autant qu'elle induit une lecture évolutionniste (passage des conflits du travail aux nouveaux mouvements sociaux) très largement contestée par les recherches récentes dans ce domaine.

Regards croisés

Questionnements	Objectifs d'apprentissage	Analyse et propositions de l'APSES
Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?	<ul style="list-style-type: none">- Connaître les grandes tendances d'évolution des inégalités économiques depuis le début du XXe siècle et comprendre que les inégalités économiques et sociales présentent un caractère multiforme et cumulatif.- Savoir interpréter les principaux outils de mesure des inégalités, statique (rapport inter quantiles, courbe de Lorenz et coefficient de Gini, top 1%) et dynamique (corrélation de revenu parents-enfants).- Comprendre que les différentes formes d'égalité (égalité des droits, des chances ou des situations) permettent de définir ce qui est considéré comme juste selon différentes conceptions de la justice sociale (notamment l'utilitarisme, le libertarisme, l'égalitarisme libéral, l'égalitarisme strict).- Comprendre que l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale (fiscalité, protection sociale, services collectifs, mesures de lutte contre les discriminations) s'exerce sous contrainte de financement et fait l'objet de débats en termes d'efficacité (réduction des inégalités), de légitimité (notamment consentement à l'impôt) et de risque d'effets pervers (désincitations).	<ul style="list-style-type: none">- Dans une optique d'allègement, il ne paraît pas nécessaire d'entrer dans le détail de la mesure de la corrélation de revenu parents-enfants ou du coefficient de Gini (d'autant qu'une fraction non négligeable d'élèves ne fait plus de mathématiques). Certains indicateurs sont également utilisés lors du chapitre concernant la structuration de la société française.- Entrer dans le détail des théories de la justice sociale ne semble pas pertinent pour comprendre les enjeux du chapitre et renvoie à un traitement philosophique. Les différentes formes d'égalité peuvent permettre de comprendre qu'il existe différentes conceptions de la justice sociale.
Quelle action publique pour l'environnement ?	<ul style="list-style-type: none">- Savoir identifier les différents acteurs (pouvoirs publics, ONG, entreprises, experts, partis, mouvements citoyens)	<ul style="list-style-type: none">- Nous proposons de retirer les OA qui mènent à un traitement trop descriptif des notions et ceux qui sont

qui participent à la construction des questions environnementales comme problème public et à leur mise à l'agenda politique ; ~~comprendre que ces acteurs entretiennent des relations de coopération et de conflit.~~

- ~~Comprendre que l'action publique pour l'environnement articule différentes échelles (locale, nationale, européenne, mondiale).~~

- En prenant l'exemple du changement climatique :

- connaître les principaux instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement : réglementation, marchés de quotas d'émission, taxation, subvention à l'innovation verte ; comprendre que ces différents instruments présentent des avantages et des limites, ~~et que leur mise en œuvre peut se heurter à des dysfonctionnements de l'action publique ;~~

- comprendre qu'en présence de bien commun les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont contraints par des stratégies de passager clandestin et les inégalités de développement entre pays.

redondants.